

"Le Seigneur des tables rondes" dans Süddeutsche Zeitung (21 décembre 2006)

Légende: Paru dans le journal allemand Süddeutsche Zeitung le 21 décembre 2006, à la veille du début de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, l'article décrit le travail quotidien de l'ambassadeur Wilhelm Schönfelder et des autres fonctionnaires de la Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'Union européenne au sein des instances préparatoires des décisions du Conseil, notamment le Coreper.

Source: Süddeutsche Zeitung. 21.12.2006. München. "Der Herr der Runden", auteur:Eckardt, Ann-Kathrin , p. 18.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_seigneur_des_tables_rondes_dans_suddeutsche_zeitung_21_decembre_2006-fr-7ac10bdf-58eb-43a3-bf25-d7d9ccfb68f3.html



Date de dernière mise à jour: 02/08/2016

Le Seigneur des tables rondes

Turquie, constitution, élargissement – ce qui parvient de Bruxelles jusqu’aux citoyens de l’UE n’est qu’une fraction de la production politique. La plupart des décisions sont prises dans l’ombre. Un rôle important est joué ici par la représentation permanente à Bruxelles avec, au centre, l’ambassadeur allemand Wilhelm Schönfelder. Il est l’homme de confiance de Merkel et de Steinmeier en Europe. Ils ne peuvent ni ne veulent renoncer à lui pendant la présidence allemande. C’est pourquoi il a même été obligé de retarder sa retraite.

par Ann-Kathrin Eckardt

Depuis quelques mois, Wilhelm Schönfelder fait du sport matinal. Une demi-heure chaque matin, de façon conséquente, même s’il s’est couché tard une fois de plus, la veille. Il y tient. Non pas qu’il ait pris du poids, non, ce n’est pas cela. C’est plutôt le fait d’être tout le temps assis qui préoccupe cet homme de 66 ans. Autrefois, il pratiquait avec enthousiasme la voile, l’équitation et la boxe. Aujourd’hui, il a parfois l’impression d’être «en prison».

Wilhelm Schönfelder est ambassadeur à Bruxelles, ou plus précisément représentant permanent de la République fédérale d’Allemagne auprès de l’Union européenne. Contrairement aux 144 ambassades allemandes, la représentation permanente dans la capitale européenne reflète l’ensemble du gouvernement fédéral, c’est en quelque sorte Berlin en plus petit. Par l’intermédiaire des Affaires étrangères, chaque ministère envoie des fonctionnaires à Bruxelles. 240 personnes au total travaillent actuellement dans le bâtiment en grès massif de la rue Jacques de Lalaing. La représentation permanente constitue ainsi de loin la plus forte délégation de la République fédérale à l’étranger.

Elle en est aussi la plus importante, car Schönfelder est le seul ambassadeur habilité à participer activement au processus législatif. Tous les mercredis à dix heures, il rencontre ses 24 collègues de l’UE dans le bâtiment du Conseil, directement en face de la Commission européenne. Le Comité des représentants permanents, le Coreper, siège au cinquième étage, dans la salle 50.6, dénuée d’ornements. Ambassadeurs, experts, représentants de la Commission et du Secrétariat du Conseil se réunissent autour des tables disposées en un rectangle dont les dimensions rappellent un terrain de handball. En deuxième ligne, sur les sièges recouverts de tissu vert, prennent place les membres du groupe Antici, les collaborateurs personnels des ambassadeurs.

Les temps sont loin où les hauts diplomates siégeaient dans une atmosphère détendue et où le whisky et les cigares étaient offerts après 18 heures. Avec les membres, les thèmes aussi se sont multipliés. Au plus tard depuis que le traité de Maastricht de 1992 a ajouté également la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que la coopération dans les domaines de la Justice et de l’Intérieur à leur champ d’activité, le travail des ambassadeurs ressemble à un marathon de réunions. «La semaine dernière en était un nouvel exemple», raconte Schönfelder. «Lundi, Conseil des ministres de la Justice, mardi, Conseil des ministres de l’Intérieur, mercredi, Coreper, jeudi Coreper, vendredi Coreper.» Une semaine assis en réunion.

Pourtant, Schönfelder partage déjà sa tâche avec son remplaçant Peter Witt. Tandis que Witt et ses collègues s’occupent au Coreper I de six des neuf différentes formations du Conseil, Schönfelder prépare avec les autres ambassadeurs de l’UE, au sein du Coreper II, les réunions mensuelles des ministres des Affaires étrangères, des ministres des Finances ainsi que des ministres de la Justice et de l’Intérieur. L’ordre du jour de la dernière réunion comportait 104 points – un nouveau record.

Mais malgré les réunions interminables et malgré le manque d’exercice, Schönfelder n’a rien perdu de sa passion au cours des sept années passées à Bruxelles: «Dans la vaste zone grise entre fonctionnaires et politiques, je puis être très actif politiquement et je prépare beaucoup de dossiers sous ma propre responsabilité. Cela est extrêmement intéressant». Et le diplomate a gardé aussi son humour: même les journalistes suisses et autrichiens ne veulent pas manquer ses apparitions devant la presse à la veille des réunions du Conseil.

Le Coreper, qualifié volontiers de «Conseil secret» par les critiques, est le levier central de l'UE. Il fait partie du système complexe du Conseil européen, dont la structure rappelle une pyramide: d'abord, ce sont les experts des représentations nationales dans les quelque 140 commissions et groupes de travail du Conseil qui étudient un sujet. Ils sont en contact permanent avec les chefs d'unités des ministères dans leur pays et contribuent ainsi à rendre la représentation permanente responsable de plus de 60 % du flux électronique de données de l'ensemble du corps diplomatique allemand. Les thèmes qui ne peuvent être clarifiés dans les groupes de travail sont transmis à l'étape suivante, au Coreper. Ici, la plupart des décisions sont finalisées, c'est-à-dire qu'elles ne seront normalement plus que paraphées par les ministres, sans débat et indépendamment de leur ressort.

Comme tous les autres ambassadeurs, Schönfelder est tenu, dans les négociations, de suivre les instructions de son gouvernement. Il en reçoit quelque 12 000 par an de Berlin. Normalement, il devrait les avoir le mardi soir, mais souvent, les derniers documents ne lui parviennent au compte-gouttes que le mercredi matin, parfois même seulement au cours de la réunion. Les idées des gouvernements ne correspondent pas toujours à celles des ambassadeurs: «Il arrive souvent que quelqu'un reçoive de sa capitale des instructions qui ne lui plaisent pas tellement», raconte Schönfelder, et cela vaut aussi pour lui. «Lorsque quelqu'un commence son exposé en disant 'mes instructions sont les suivantes' avant de lire son papier, les autres savent à quoi s'en tenir. Certaines exigences de nos capitales ne peuvent tout simplement pas passer ici à Bruxelles».

En effet, il n'y a qu'au sein de l'UE qu'autant de traditions différentes se confrontent. Il y a par exemple la directive sur la durée du temps de travail: ce qui, pour un Britannique, frôle le communisme, fait partie de la tradition française depuis des années. Cela fait cinq fois déjà que cette directive a échoué.

Mais près de 90 % des thèmes aboutissent à un compromis. «Notre travail est un exercice de tolérance. On ne peut faire ce job assez raisonnablement qu'avec beaucoup d'expérience», dit Schönfelder, le doyen des ambassadeurs de l'UE. «En outre il faut faire preuve de doigté. Surtout en tant que représentant allemand, on ne doit pas jouer au costaud, mais il faut faire attention aussi à ne pas être dupé par les autres.» Si les ambassadeurs ne parviennent pas à un accord, les ministres respectifs des différents États membres s'occupent de la question pendant leurs réunions. Si eux non plus ne trouvent pas de solution, les chefs d'État ou de gouvernement doivent prendre une décision lors des sommets.

Merkel, Chirac, Blair et compagnie en ont l'occasion quatre fois par an. Et toujours aux côtés des chefs de gouvernement nous trouvons leurs ambassadeurs auprès de l'UE. Wilhelm Schönfelder et Angela Merkel forment une bonne équipe – même si Schönfelder appartient en fait à la SPD. Déjà lorsqu'elle dirigeait l'opposition, Merkel se rendait souvent auprès de la représentation à Bruxelles, pour discuter avec lui pendant des heures au sujet des grandes questions de politique européenne. À la demande de Merkel et de Steinmeier, ce père de deux enfants et grand-père de sept petits-enfants a même retardé sa retraite. Pendant la prochaine présidence allemande du Conseil, Berlin ne veut pas renoncer à ses services. Car cet économiste diplômé, qui a travaillé entre autres, en tant que diplomate, à Paris, à Kaboul et à Washington, jouit au sein du gouvernement allemand de la plus grande et de la plus longue expérience des questions européennes. Déjà en 1988, c'est lui qui préparait les notes de Hans-Dietrich Genscher, qui était alors ministre des Affaires étrangères, pour son mémorandum historique sur l'euro.

Au cours du prochain semestre, d'autres impulsions de politique européenne viendront encore de Schönfelder. Cela fait trois ans déjà qu'il a commencé, avec ses collaborateurs, à préparer la présidence. Pour Schönfelder, elle commencera le 1^{er} janvier à minuit pile. C'est en effet à ce moment-là qu'il recevra de son collègue finlandais le téléphone de crise de l'UE, qu'il devra toujours porter sur lui pendant les six mois à venir. «Nous avons déjà décidé de fêter le Nouvel An ensemble», raconte Schönfelder.

Plus que le téléphone de crise, c'est la vue du calendrier des réunions qui préoccupe l'ambassadeur. Il commence à avoir chaud quand il pense aux 393 manifestations de l'UE au niveau de la politique et des hauts fonctionnaires, qu'il s'agira de gérer au cours des six mois à venir. Car il sait ce que cela signifie: rester longtemps assis.